
JEAN-YVES POTEL

LA POLITIQUE ORIENTALE POLONAISE

IL EST SANS DOUTE INDISPENSABLE, POUR EXPLIQUER la politique orientale de la Pologne et son intérêt pour une action spécifique de l'Union européenne à l'Est, d'invoquer son positionnement géographique, ses expériences historiques et sa culture politique. Après tout, la politique euro-méditerranéenne est également inspirée par d'autres États membres et par leurs traditions. 113

Coincée entre trois grands empires, après avoir échoué dans ses tentatives de conserver une prédominance nationale et régionale, la Pologne subit, depuis la fin du XVIII^e siècle, une triple pression qui a abouti aux partages de son territoire (1772-1795). Le traité de Vienne (1815) l'a même quasiment rayée de la carte en remettant sous tutelle du tsar le petit royaume qu'avait libéré, en 1807, Napoléon. Puis, l'indépendance, conquise en 1918 après la défaite des puissances centrales et l'effondrement du tsarisme sous les coups de la révolution bolchevique, a été à nouveau bafouée par une alliance germano-soviétique. On oublie trop souvent en France que la Seconde Guerre mondiale a commencé en 1939 par la double agression de la Pologne par les troupes de Hitler (1^{er} septembre) et de Staline (17 septembre), ce dernier occupant plus de la moitié du territoire polonais.

De la même manière, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le sort de la Pologne a été suspendu au rapport de force politique et militaire entre l'URSS de Staline et les Alliés occidentaux. Aujourd'hui, on enseigne dans les écoles polonaises la faiblesse de Roosevelt à Yalta et le lâchage d'Eden au moment de l'insurrection de Varsovie en 1944 face à la passivité de Staline. L'armée Rouge et le NKWD ont mis la main sur la Pologne, emprisonné ou banni les opposants, tandis qu'après plusieurs tentatives de réformes ou contestations, les Polonais

ont dû se contenter, jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique, de la doctrine brejnévienne dite de « la souveraineté limitée ».

LA TRADITION DE *KULTURA*

De cette expérience historique souvent douloureuse et partiellement partagée avec ses voisins d'Europe centrale, la Pologne a conservé une méfiance vis-à-vis des ambitions des États allemand et russe qui se retournent « toujours » contre elle. Elle a aussi réfléchi sur une « politique orientale » pour garantir son indépendance. C'est cette politique qu'elle voudrait faire partager aujourd'hui à ses partenaires européens. Une politique et une vision stratégique que l'on aurait tort de réduire à une hostilité vis-à-vis de la Russie. Elle se veut équilibrée, réaliste et pragmatique et s'oppose nettement aux différentes variantes de la politique des gouvernements communistes, fondées, elles, sur l'antigermanisme et la recherche de la protection du « Grand Frère » face à « l'impérialisme américain ».

Cette nouvelle vision est née dans l'un des laboratoires de l'opposition démocratique polonaise, la revue *Kultura* de Jerzy Giedroyc, sise à Maisons-Laffitte depuis 1947. Sa pensée s'est développée en rupture avec la nostalgie de la grande Pologne cultivée par une partie de l'émigration. Dans ses fameuses chroniques écrites de Londres dès 1950, Juliusz Mieroszewski (1908-1976), le penseur de cette politique, défend sa conviction profonde que l'indépendance de la Pologne ne sera pas garantie si ne s'instaure pas un nouvel équilibre dans la région. Nous sommes en pleine Guerre froide. La politique des blocs scellée à Yalta sera bientôt matérialisée par le mur de Berlin, et il pense déjà l'après. Il engage les Polonais à rompre avec les deux stéréotypes traditionnels de la Russie, forgés avec les partages et diffusés par les historiens¹ et les romanciers : la Russie obscure ennemie de la Pologne et du progrès ou bien la Russie libératrice des peuples. Il envisage une autre configuration : la coexistence d'une Russie renonçant à son empire, éventuellement transformée en une sorte de confédération, et d'une Pologne réconciliée avec ses voisins ukrainien, lituanien et biélorusse. Donc une « troisième Russie » occidentalisée et démocratique. Dès cette époque, il cherche une issue dans l'association entre voisins et en dépassant les contentieux historiques.

1. Voir Jerzy W. Borejsza, « La Russie moderne et l'Union soviétique dans l'historiographie polonaise après 1989 », *Cahiers du Monde russe*, 40/3, juillet-septembre 1999, p. 529 s.

Sur cette base, la revue *Kultura* sut convaincre les générations d'après-guerre de renoncer aux revendications territoriales à l'Est, en particulier sur Vilnius et Lviv annexées par Staline, et de s'en tenir à la fameuse ligne tracée par Lord Curzon en 1919. Elle se situait d'ailleurs dans une longue tradition – comme un historien polonais l'a montré récemment. Selon Andrzej Nowak ces idées remontent aux vues du poète romantique Zygmunt Krasiński², qui visait «à créer en Europe orientale, grâce aux nations privées jusqu'ici de leur souveraineté, un réseau d'États stables, et surtout de séparer l'Ukraine de la Russie, diminuant ainsi la puissance impériale de cette dernière». Une tradition que l'on retrouve dans les idées fédéralistes de Pilsudski qui craignait, selon Nowak, «l'union entre le traditionnel impérialisme de l'État russe, fondé sur son règne en Ukraine, et l'agressive idéologie communiste, qui ne pourrait satisfaire son appétit envahisseur qu'après avoir avalé et transformé selon ses propres modèles les États qui, comme la Pologne, se trouveraient sur le chemin de son expansion³».

Pour atteindre de tels objectifs, Mieroszewski comptait sur les évolutions internes au bloc soviétique. Il ne croyait pas en sa pérennité et, avant beaucoup d'autres, voyait de bons augures dans chaque soubresaut des régimes sous le contrôle de Moscou. Outre un regard lucide et réaliste sur la politique internationale et les grands équilibres de la Guerre froide, il posait ainsi, avec Jerzy Giedroyc, les bases d'une vision de l'Europe et de la Pologne en Europe, devenue aujourd'hui réalité. Se refusant aux nationalismes et à la xénophobie, ils aidaient les nouvelles élites polonaises à dépasser les rancœurs nationales et à penser un avenir en dehors de la domination soviétique. Aujourd'hui, dix-sept ans après la chute du mur de Berlin, la plupart des grands acteurs politiques de la Pologne démocratique, d'Adam Michnik au président Lech Kaczyński, en passant par son prédécesseur Aleksander Kwasniewski, Bronisław Geremek ou Stefan Meller, tous se disent redevables de la pensée de *Kultura*. Au point que Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller du président Jimmy Carter, se posa un jour la question: «Pourquoi *Kultura* est-elle si importante du point de vue historique, et pourquoi a-t-elle si bien réussi du point de vue politique?» Et il répondit: «La raison est simple: les fondateurs de *Kultura*, sur-

2. Zygmunt Krasiński (1812-1859) est l'auteur à 21 ans de *La Comédie non divine* (1833) considérée comme le chef-d'œuvre du romantisme slave.

3. Andrzej Nowak, *Jak rozbic rosyjskie imperium? Idee polskiej polityki wschodniej, 1733-1921* (Comment faire éclater l'empire russe? Les idées de la politique orientale polonaise, 1733-1921), Varsovie, 1995, p. 337, cité par Jerzy W. Borejsza, *op. cit.*, p. 534.

tout Giedroyc et Mieroszewski, ont su combiner une application de principes fondamentaux avec une stratégie historique bien située dans le temps. » Il pensait bien sûr à l'après-Guerre froide et à la construction d'une Europe démocratique. « Leur engagement patient et obstiné dans cette entreprise, poursuivait Brzezinski, a rencontré de plus en plus de soutien. Il a fait de *Kultura* le centre intellectuel non seulement de la Pologne, mais aussi de l'Europe centrale et orientale. Pour les États-Unis, aussi bien que pour l'Europe, *Kultura* fut un centre de pensée stratégique et de politique de principe⁴. » Telle est l'inspiration de la politique orientale de la Pologne.

LA RUSSIE SANS EMPIRE ?

- 116 Dès septembre 1989, les initiatives diplomatiques des gouvernements polonais évoquent la politique d'équilibre prônée par Mieroszewski. La première équipe non communiste de Tadeusz Mazowiecki commence par dégager la Pologne de ses obligations vis-à-vis de Moscou et obtient, grâce en particulier à l'intransigeance de François Mitterrand, la fixation définitive de ses frontières à l'Est et à l'Ouest (traité de Moscou, juillet 1990). Le CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle) et le Pacte de Varsovie sont rapidement dissous, avant l'Union soviétique elle-même. Dorénavant, l'adhésion de la Pologne à la Communauté européenne et à l'OTAN est définie comme l'objectif stratégique. Il s'agit d'amarrer sa sécurité et son développement à l'Ouest pour assurer ses missions à l'Est. Car, contrairement à plusieurs de ses homologues, la Pologne n'a pas tourné le dos à ses voisins orientaux lorsque le mur s'est effondré. Elle s'est au contraire considérée comme investie d'une mission d'intermédiaire ou de tête de pont, dans la vieille tradition « missionnaire » des romantiques. De même, tout en voulant établir de bonnes relations avec la Russie de Boris Eltsine, elle a reconnu et cherché à aider les forces démocratiques dans les Républiques souveraines issues de l'URSS : le Belarus et l'Ukraine, les trois États baltes. Elle a soutenu immédiatement la Lituanie autoproclamée indépendante (plusieurs figures de la dissidence polonaise se rendirent sur les barricades de Vilnius en 1991). Enfin, elle a été attentive à tout ce qui pouvait ressembler à une entente entre la Russie et l'Allemagne dans la crainte sempiternelle d'un nouveau Rapallo⁵.

4. Intervention au colloque d'hommage à *Kultura*, Paris, décembre 2000.

5. Traité de 1922 entre l'Allemagne et la Russie bolchevique.

La recherche d'une entente avec une Russie qui renoncerait à son empire est la pièce maîtresse et la plus difficile de cette politique. Après la dislocation de l'URSS, quand la puissance internationale russe était au plus bas et la politique étrangère de Boris Eltsine aussi hasardeuse que confuse, quelques succès ont pu accréditer l'idée d'une Pologne stimulant et fédérant les aspirations démocratiques et pro-européennes de ses voisins. Elle prend alors l'initiative du « groupe de Visegrad » avec les Hongrois, les Tchèques et les Slovaques, elle scelle des rapports privilégiés avec la France et l'Allemagne dans le cadre du « Triangle de Weimar », elle réussit à faire passer le partenariat russe avec l'OTAN après l'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe centrale. Usant de ses amitiés à Washington, au point que certains la comparent à un « cheval de Troie », elle donne l'impression d'exister comme une source d'initiative, sinon comme une « puissance régionale ». Pourtant, l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Russie et plus encore les conséquences du 11 septembre 2001 modifient la donne alors même que la diplomatie polonaise connaît un réel affaiblissement⁶.

Le président Poutine comprend immédiatement le parti qu'il peut tirer de l'offensive d'Al-Qaida contre les États-Unis en exprimant d'emblée sa solidarité au président George W. Bush. « Cette décision personnelle, note un observateur en 2003, présentait des risques vis-à-vis des militaires et rompait avec la confusion de la période Eltsine. Elle a changé l'image d'une Russie qui mise désormais ouvertement sur la solidarité occidentale⁷. » Faisant de la lutte contre le « terrorisme international » l'axe central de sa réapparition sur la scène internationale, il réintègre la Russie dans les grands enjeux sécuritaires, il lui donne une nouvelle image, et réussit depuis six ans une politique de grande puissance malgré des moyens limités. Un des premiers succès diplomatiques de Vladimir Poutine sera justement la signature en 2002 d'un partenariat stratégique avec l'OTAN.

LES LIMITES D'UNE AMBITION

La portée des discours polonais se trouve réduite car la Russie voit toujours avec suspicion l'ingérence polonaise dans son « étranger

6. Voir Aleksander Smolar, « La politique orientale de la Pologne », in *Les Nouveaux Voisins orientaux de l'Europe élargie*, La Documentation française, CPE n° 1042, mars 2004.

7. Thomas Gomard, « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère*, n°3/4, 2003.

proche» et déploie une diplomatie de contournement, cherchant des ententes directes avec l'Europe et les États-Unis. Quant à l'Union européenne et aux États membres telles la France ou l'Allemagne, ils se méfient de cet activisme polonais à l'Est, préférant, pour diverses raisons, ménager la susceptibilité russe. Aussi, un an avant l'adhésion de la Pologne à l'UE, un des principaux commentateurs polonais notait-il une certaine faiblesse de son pays : « Trouver des alliés pour notre politique orientale devrait être une tâche fondamentale de la diplomatie polonaise. L'isolement total de Włodzimierz Cimoszewicz, le ministre des Affaires étrangères polonais, pendant le sommet d'Athènes (avril 2003), quand il a demandé qu'on laisse entrevoir aux Ukrainiens la possibilité d'une entrée, même éloignée, dans l'Union européenne, montre qu'il s'agit là d'une tâche totalement inaccomplie⁸. » Nous sommes tout juste à un an de la « révolution orange » de l'automne 2004.

La crise ukrainienne fournit d'ailleurs un bon exemple des limites de l'ambition polonaise. La victoire électorale de l'opposition dite pro-européenne et la mobilisation populaire pour défendre ce résultat donnent une occasion rêvée à sa stratégie. La sympathie de la population pour les Ukrainiens est spontanée et inattendue⁹. Lech Walesa se rend sur place. Le président Aleksander Kwasniewski saisit immédiatement l'opportunité et apporte un soutien actif. Il prend l'initiative de contacter le monde entier pour défendre la cause de l'opposition ukrainienne. Très vite, il se présente comme un médiateur lorsque les autorités pro-russes refusent de reconnaître leur défaite. Avec son homologue lituanien et Javier Solana, haut représentant pour la politique étrangère de l'Union, il joue un rôle central dans le dénouement de la crise, et son acceptation par Moscou. Le climat change au sein de l'Union européenne même si certains voient encore la main de Washington dans cette action exemplaire¹⁰. « Encore récemment, note alors un des inspirateurs de cette politique¹¹, il était difficile de parler de l'importance de l'Ukraine aux élites et aux sociétés occiden-

8. Zdzisław Najder, in *Rzeczpospolita*, 10-11 mai 2003.

9. Pour la première fois le taux de sympathie est devenu majoritaire dans les sondages.

10. En janvier 2005, le président du Parlement européen, l'Espagnol Joseph Borrell, a voulu discréditer le rôle de la Pologne dans la « Table ronde » en Ukraine, en disant : « L'apaisement de la crise [en Ukraine] est un grand succès de l'UE, malgré le fait que les Polonais et les Lituanais n'avaient pas le même avis que les autres pays de l'UE, car ils ont agi sous l'influence des États-Unis. » Ce qui produisit un incident diplomatique.

11. Jacek Cichoński, *Tygodnik Powszechny*, 12 décembre 2004.

tales [...]. En outre, les autorités ukrainiennes [...] ne faisaient pas partie des hôtes spécialement désirés dans les salons européens. En fait dans la perspective européenne occidentale, le voisin oriental de l'Union est avant tout la Russie. Tant qu'elle demeure stable [pas forcément démocratique] et qu'elle exporte ses ressources d'énergie, il n'y a pas de problème. Dans une telle situation, le discours polonais sur l'importance de l'Ukraine sonnait de manière exotique et parfois irritante. [...] Depuis deux semaines, les médias occidentaux ont prononcé le mot Ukraine plus souvent qu'au cours des dernières années [...]. Les problèmes fondamentaux de la politique orientale de la Pologne ont changé. Il ne s'agit plus de la manière de parler de l'Ukraine mais de celle dont on peut aider à construire un État démocratique et moderne.»

Pourtant l'Union ne suivra pas les propositions polonaises et se limitera à une déclaration offrant à l'Ukraine les mêmes formes de coopération qu'à la Moldavie, au Maroc ou à l'Autorité palestinienne. Certains observateurs polonais l'acceptent et estiment que «notre rôle dans l'affaire ukrainienne ne devrait pas être interprété comme l'expression de nos obsessions» et que «le raid solitaire de la Pologne en faveur de l'Ukraine» ne sert pas les intérêts de Kiev¹². En fait, seuls quelques pays accepteraient l'ouverture d'une négociation d'adhésion avec l'Ukraine. L'Allemagne et la Grande-Bretagne refusent de promettre quoi que ce soit, la France et l'Espagne se déclarent non concernées. Les plus grands pays européens disent que l'on ne peut pas remettre en question l'avenir de l'Union à cause d'une ex-République soviétique, et repoussent cette question après l'adoption de la Constitution. Et finalement, la Pologne s'aligne sur la déclaration européenne. Elle estime toutefois qu'un pas essentiel dans le rapprochement vers l'Ukraine a été réalisé et qu'il ne faut pas le considérer comme hostile à la Russie. Le président Kwasniewski l'a nettement exprimé dès janvier 2005: «Plus il y aura de relations entre la Russie et l'Union, mieux cela sera. Pourvu seulement que ces relations ne portent pas atteinte aux décisions souveraines de l'Ukraine [...]. De la même manière que, dans les discussions entre l'Union et la Russie, on ne doit pas parler des questions polonaises, l'Ukraine doit avoir une chance ouverte de s'intégrer à l'Union. Et ce sont les Ukrainiens qui doivent dire s'ils le veulent ou non. [...] En revanche, il y a une chose qui ne souffre pas la discussion, et ce sont les raisons de mes échanges avec nos partenaires en Europe. On ne pourra pas joindre l'Ukraine à

12. Janusz Reiter, cité in *Gazeta Wyborcza*, 10 décembre 2004.

la coopération européenne s'ils ne s'intéressent pas à ce pays, si on n'y investit pas, si on ne discute pas avec les hommes politiques ukrainiens. La plus grande faiblesse de la politique européenne à l'égard de l'Ukraine est qu'elle manque d'idées pratiques¹³. »

120 Du côté de Moscou, l'enthousiasme polonais n'a guère enchanté. La rhétorique impériale n'a pas disparu et l'on cherche toujours à reconstituer une zone d'influence. Pour cela l'Ukraine demeure l'enjeu principal. L'action de la Pologne est considérée comme hostile. La Russie cherche donc, selon un ancien ministre polonais des Affaires étrangères, à « isoler la Pologne, à réduire son impact sur les décisions de Paris, de Bruxelles et de Washington. Elle veut que la Pologne soit perçue comme un pays imprévisible, russophobe, susceptible d'aggraver les problèmes de l'Union. Cette stratégie est mise en œuvre depuis la crise en Ukraine. [...] Moscou a durci sa politique envers la Pologne. L'enquête sur Katyn a été suspendue, le ministère russe des Affaires étrangères multiplie des déclarations curieuses, le président Poutine a fait des déclarations outrageantes au sujet du président Kwasniewski qui « cherchait un job en Occident ». La Russie fait tout ce qu'elle peut pour éloigner le danger d'une autre révolution orange ». Cette hostilité fut très nette au moment du soixantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. « J'estime que Poutine tenait à ce que Kwasniewski ne vienne pas. Il aurait pu dire aux autres chefs d'État : « Voyez comment sont ces Polonais. » Kwasniewski a tenu le coup et a obligé Poutine à se découvrir. [...] Je pense notamment à la déclaration du ministère russe selon laquelle les pays baltes avaient été occupés conformément au droit international. Ou encore, le fait de ne pas citer la Pologne comme membre de la coalition victorieuse, et d'inviter le général Jaruzelski. Cette dernière erreur a ouvert les yeux à l'Occident qui a immédiatement compris qu'il s'agissait d'une provocation. Sans nier ses mérites pendant la guerre, on ne pouvait pas inviter en même temps Kwasniewski et un général considéré comme responsable de la loi martiale en Pologne. Il s'agissait de faire en sorte que Kwasniewski n'aille pas à Moscou¹⁴. »

Cette étroite marge de manœuvre polonaise a été encore plus sensible sur la question de la politique énergétique. Choquée par la décision des Allemands de construire un pipeline pour acheminer le gaz russe à travers la mer Baltique, la Pologne s'engage, non sans mal-

13. Entretien in *Tygodnik Powszechny*, 16 janvier 2005.

14. Dariusz Rosati, in *La Revue*, 22 mai 2005.

adresse, dans une intense activité diplomatique. Elle tire argument du chantage au gaz exercé au même moment par Vladimir Poutine contre l'Ukraine. Elle s'investit subitement dans les débats en cours pour une nouvelle politique européenne en matière d'énergie de l'UE. Elle propose un « pacte de solidarité » entre États garantissant l'entraide en cas de crise, en y incluant les États-Unis mais évidemment pas la Russie, une sorte « d'OTAN de l'énergie ». Cette proposition se heurte aussitôt aux visées stratégiques françaises et aux intérêts économiques allemands, elle rencontre peu d'échos.

Or, quelques mois plus tard, tandis que l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder prend la présidence du consortium chargé du futur gazoduc russo-allemand (que pourrait bientôt rejoindre Gaz de France), le Conseil européen des 23 et 24 mars 2006 adopte, avec les voix polonaises, les orientations du Livre vert préparé par la Commission et qui ne reprend pas le souhait polonais. Le Premier ministre, Kazimierz Marcinkiewicz se dit pourtant satisfait : « Nous aurions voulu aller plus loin sur l'énergie mais nous sommes heureux d'avoir pu reculer pour réussir un compromis. C'est le propre de l'UE », commente-t-il. Et le fait que la Pologne soit rentrée dans le rang lui vaut les félicitations de M. Barroso : « On dit parfois que la Pologne n'est pas attachée aux idées européennes. Or, écouter le discours pro-européen du Premier ministre polonais a été un vrai plaisir. » Il a également ajouté que ce à quoi la Pologne tenait particulièrement, c'est-à-dire l'idée de « solidarité énergétique », a été accepté, bien que la forme n'ait pas été exactement celle que la Pologne souhaitait. Au lieu d'une solidarité obligatoire face à la crise (comme dans l'OTAN), l'UE a choisi une solidarité non obligatoire. « Satisfaire les besoins nationaux en gaz c'est la tâche propre de chaque État membre », affirme une des conclusions du sommet¹⁵. Et le nouveau président polonais de relativiser cela dans une de ses premières interviews : « La Pologne doit à présent chercher des solutions alternatives venant de différentes directions. La Norvège serait très intéressée, mais la Pologne devrait posséder un port gazier même non utilisé en permanence. Il faut faire des investissements, même coûteux au départ, dont les frais d'entretien ne seront pas élevés et qui créent pour nous une alternative. La recherche des solutions est liée étroitement à la politique orientale de la Pologne, aux liens plus serrés avec nos voisins, avant tout avec l'Ukraine. Il suffit que le gaz passe par la Pologne.

15. *Gazeta Wyborcza*, 25-26 mars 2006.

Nous ne voulons pas interrompre l'arrivée de gaz russe. Nous avons seulement besoin d'une source alternative. Cela ne sera pas facile et ne pourra pas être réalisé rapidement¹⁶. »

Que devient dans ces conditions la politique orientale polonaise ? On peut en retenir un intérêt tout particulier pour les développements démocratiques chez ses voisins proches, une volonté d'y prévenir les tensions ou conflits qui pourraient déstabiliser la région et, sans aucun doute, la volonté d'un dialogue non conflictuel avec la Russie. En cela, ceux qui voient dans les options polonaises une orientation russo-phobe ou la recherche d'un « cordon sanitaire » visant à isoler la Russie ont tort. Même si certaines déclarations de campagnes électorales peuvent suggérer le contraire, l'équipe actuellement au pouvoir restera dans le cadre pragmatique fondé par ses prédécesseurs.

122 Une formule récente du nouveau président polonais, Lech Kaczyński, situe le point où ces relations sont arrivées en 2006, alors même qu'une rencontre avec son homologue russe connaît des difficultés diplomatiques : « Nous continuons nos démarches pour rencontrer le président Poutine et normaliser nos relations. Nous n'attendons de la Russie que des relations de partenariat. La Russie peut nous être utile et la Pologne peut être utile à la Russie¹⁷. » On peut y ajouter ces conseils un peu ironiques de Bronisław Geremek, député européen et ancien ministre des Affaires étrangères : « Nous devrions avoir une vision réaliste des frontières de l'Union. L'Europe s'est élargie à dix États, elle en accueillera trois autres avant la fin de cette décennie. Elle a fait un énorme effort, elle est fatiguée. On ne peut pas imposer sans cesse aux sociétés européennes de nouveaux choix qui augmentent leur sentiment d'incertitude. Il faut savoir patienter. C'est dans cette perspective qu'il faut voir le problème de l'Ukraine. [...] La Pologne devrait chercher à définir la politique orientale de l'Union avec sagesse et sans agressivité. Elle peut le faire, parce qu'elle sait de quoi elle parle. Malencontreusement, nous n'avons pas réussi jusqu'ici à amener l'Union à considérer notre voix comme celle de la sagesse, plutôt que la voix hystérique d'une vieille tante éprouvée par de nombreux malheurs¹⁸. »

16. *Le Quotidien*, 6 mai 2006.

17. Entretien in *Dziennik*, 6 mai 2006

18. In *Gazeta Wyborcza*, 11 et 12 mars 2006.

R É S U M É

Du fait de sa situation géopolitique, la Pologne a élaborée de longue date « une politique orientale ». Conçue dans l'opposition à la « souveraineté limitée » du bloc soviétique, elle rompt également avec les deux stéréotypes polonais traditionnels de la Russie : soit obscure ennemie de la Pologne et du progrès, soit libératrice des peuples. Elle envisage une autre configuration : la coexistence d'une Russie renonçant à son empire, et d'une Pologne réconciliée avec ses voisins ukrainien, lituanien et biélorusse. Tous les gouvernements depuis 1989 ont agi dans ce cadre cherchant notamment à favoriser le rapprochement entre l'Union européenne et l'Ukraine. Cette action est toutefois limitée par la nouvelle diplomatie de Vladimir Poutine, surtout après le 11 septembre 2001, avec son rapprochement des États-Unis, et par les visées stratégiques des principaux États membres de l'UE. Ces limites furent évidentes, à l'automne 2004, lors de la « révolution orange » en Ukraine, et plus récemment dans la définition de la politique énergétique européenne.